



Entre les socialistes et les Verts l'union est un combat

RÉSUMÉ > *Des cultures et des projets différents ont rendu difficiles les relations entre les socialistes et les Verts, devenus la deuxième force de gauche. Selon les villes, les scénarios diffèrent : alliances durables ou ruptures éclatantes. Cela dit, les thèmes chers aux écologistes occupent une place croissante dans les pratiques et les discours municipaux. Mais cela ne permet pas de pronostiquer l'avenir de la relation entre ces associés rivaux que sont voués à demeurer les deux partenaires.*



TEXTE > **GOULVEN BOUDIC**

GOULVEN BOUDIC enseigne la science politique à l'université de Nantes. Il est membre du comité de rédaction de *Place publique* Nantes/Saint-Nazaire.

Dans l'Ouest, comme nationalement, l'écologie politique est aujourd'hui la deuxième force politique à gauche. On peut débattre interminablement de la date exacte de ce basculement, qui signe l'épuisement du cycle d'Épinay, ouvert par la prise de pouvoir de François Mitterrand au sein du Parti socialiste (1971), et par le déploiement d'une stratégie d'union de la gauche, concrétisée par la signature du Programme commun (1972), qui privilégie l'alliance avec le Parti communiste. Estimons que les années 1990 sont le moment clé d'une impulsion dont notre époque prolonge le mouvement : progrès électoraux des Verts aux municipales de 1989 puis aux régionales de 1992 ; participation aux Assises de la transformation sociale (1993) qui accompagne et traduit la victoire au sein des Verts des partisans de l'inscription à gauche, contre les partisans d'Antoine Waechter et d'une écologie indépendante ; signature d'une déclaration commune avec le Parti socialiste dans la perspective des législatives de 1998 qui se dérouleront de

manière anticipée en 1997; candidatures communes et circonscriptions réservées qui permettent la désignation de huit députés écologistes; entrées au gouvernement de Dominique Voynet, puis de Guy Hascoët et Yves Cochet, etc.

Dès lors, s'interroger sur les villes de gauche dans le Grand Ouest depuis 1977 offre un intérêt pour trois raisons. D'abord, le Grand Ouest est l'un des terrains de développement d'un socialisme municipal en pleine expansion. En second lieu, le Grand Ouest est aussi l'une des zones de force de l'écologie politique. Enfin, la faiblesse historique de l'implantation communiste dans le Grand Ouest laisse le champ libre à des alliances privilégiées entre socialistes et Verts. Tout cela fait du Grand Ouest un terrain idéal pour observer la relation entre socialistes et écologistes.

Mais ce terrain d'enquête est déroutant. Il y a dans l'Ouest des situations contrastées d'une ville à l'autre. Les agendas et les évolutions locales se déploient certes sur un fond de progression constante de la gauche. Mais les réponses apportées à l'échelle des municipalités, tant du côté socialiste que du côté écologiste, du point de vue des alliances électorales, des gouvernements municipaux ou des politiques municipales, rendent toute appréciation générale délicate.

En 1977, des écologistes inexistantes

Au moment des conquêtes de 1977, les écologistes sont encore quasiment inexistantes. La candidature de René Dumont, premier acte d'affirmation électorale de l'écologie politique, ne date que de 1974 et l'organisation d'un mouvement écologiste peine à se concrétiser. Les années 1970 sont pourtant des années clés pour le développement futur de l'écologie politique. Ses futurs cadres y fourbissent leurs premières armes. Dans le contexte d'une crise à la fois économique et énergétique, ces années-là sont marquées par une inquiétude généralisée à l'égard de la notion même de progrès. Rappelons la succession de marées noires qui affectent les côtes bretonnes ainsi que les projets d'implantation de centrales nucléaires à Plogoff, mais aussi au Pellerin, près de Nantes. Des associations se créent et contribuent à la formation de militants qui y acquièrent convictions et méthodes communes, au fondement même de leurs engagements futurs: Bretagne Vivante, Eaux et rivières de Bretagne, la Ligue de protection des oiseaux...

Le passage au politique n'est toutefois pas immédiat.

Les pollutions pétrolières comme les projets d'implantation de centrales nucléaires suscitent à cette époque de nombreuses mobilisations dans lesquelles les militants anti-nucléaires savent pouvoir compter sur la présence, à leurs côtés voire à leur tête, d'une nouvelle génération d'élus socialistes, qui sait jouer, en Bretagne en tout cas, sur la corde d'un régionalisme revivifié. C'est d'ailleurs à l'un d'entre eux, fraîchement nommé ministre, Louis Le Penec, et non au ministre chargé de l'Énergie, qu'il revient d'annoncer l'abandon du projet de Plogoff, le 25 mai 1981, à l'issue du premier conseil des ministres présidé par François Mitterrand. Rapidement toutefois, le nucléaire deviendra un motif de discord, les anti-nucléaires, reprochant aux socialistes de se satisfaire du coup d'arrêt donné à de nouvelles implantations, sans comprendre que la dynamique même de la protestation anti-nucléaire allait bien au-delà, jusqu'à la remise en cause du nucléaire lui-même.

Il faut donc attendre la fin des années 1980 pour voir se structurer progressivement les premiers cadres d'une organisation politique écologiste. La progression des écologistes ne doit pourtant pas être considérée de manière globale. La question posée par l'insertion des écologistes dans les majorités municipales de gauche ne peut être seulement analysée comme la traduction automatique de leur montée en puissance car celle-ci trouve aussi son explication dans les systèmes politiques locaux dont ils deviennent ou prétendent devenir des acteurs. Pour le dire autrement, la progression électorale doit être aussi considérée non pas comme la cause, mais plutôt comme la conséquence des combats menés localement. Progressivement additionnés, ils contribuent à transformer à la fois les écologistes et les gauches municipales, largement dominées par les socialistes.

Une culture politique déroutante pour les socialistes

Ce point de vue est indispensable pour mieux comprendre la diversité des situations locales. Il faut d'abord souligner que l'autonomie du local est une donnée forte de l'identité écologiste. D'où des incompréhensions avec les socialistes, plus habitués à partager avec leurs partenaires communistes des formes d'organisation qui laissent plus de place (pour le PCF, c'est un euphémisme) à l'échelon national et à une organisation équilibrée des

Le Grand Ouest est un terrain idéal pour observer la relation entre socialistes et écologistes.

Il faut attendre la fin des années 1980 pour voir se structurer les premiers cadres d'une organisation politique écologiste.





Les écologistes ont longtemps privilégié une conception radicale et parfois déroutante de la démocratie militante.

compensations. Pas de place ici pour des accords nationaux, mais un rapport et une relation purement locale, au risque même parfois de la personnalisation extrême d'une relation entre le maire et celui qui fait figure de leader local de l'écologie.

Or, second élément, les écologistes privilégient alors une conception radicale et parfois déroutante de la démocratie militante. Le leadership local écologiste est toujours exposé à une remise en cause à laquelle les leaders socialistes échappent du fait de leur mainmise traditionnelle sur les ressources partisans – le maire bénéficiant au minimum de la neutralité de l'appareil militant, quand il ne le contrôle pas plus ou moins directement. D'autres pratiques, comme celle du « tourniquet » qui consiste à abandonner un mandat en cours de route pour organiser une rotation des responsabilités entre tous, rendent fragiles la structuration même d'élites locales écologistes et déroutent des élus socialistes engagés dans un mouvement de professionnalisation qui s'appuie sur le cumul des mandats.

Troisième et dernier élément : quels que soient les militantismes communs entre socialistes et certains écologistes, dans une référence commune toujours possible à l'esprit de Mai 68 ou à l'esprit de 1977, les écologistes ont longtemps prétendu être les porteurs d'une idéologie propre. Ils prônent le dépassement de la société industrielle, capitaliste-libérale, mais aussi du socialisme, en tant qu'il partage avec cette dernière l'illusion du progrès économique et de la croissance infinie. Ce positionnement critique se manifeste à Rennes, dans les années 1990, avec le dossier du VAL, et plus récemment, à Nantes avec le dossier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Dans ces deux cas, d'autres aspects sont aussi en jeu : la qualité démocratique de la décision, et, plus largement encore, la soumission des élites municipales socialistes à l'impératif de la compétitivité internationale des territoires qui viennent, selon les contestataires écologistes, justifier ces grands projets¹. Les élites municipales socialistes seraient plus soucieuses désormais, si l'on en croit ces critiques, de la reconnaissance de leurs villes dans une compétition métropolitaine accrue, que du bien-être des populations locales dont certaines catégories, les plus exposées et les plus fragiles, apparaissent, pour reprendre les mots du politologue Gilles Pinson, comme les « grandes perdantes » de cette reformulation des objectifs des politiques municipales.

On conçoit aisément que ces différences puissent me-

nacer la qualité de la relation avec les socialistes. Le paradoxe se noue : le moment même du surgissement des écologistes sur les scènes municipales est aussi le moment où la critique des socialistes est la plus prononcée. Soit que les écologistes se placent dans un « au-delà » du clivage gauche-droite qui les rend suspects aux yeux des socialistes, soit, pire encore, qu'ils construisent leur positionnement politique sur un rappel des fondamentaux idéologiques, présentés comme autant de signes de la fidélité à un esprit que les socialistes auraient trahi au niveau local comme au niveau national.

Tensions internes à un mouvement qui peine à se structurer, instabilité quasi-génétique de l'organisation et des leaderships, stratégies variables et souvent déconnectées des logiques ou des cadres nationaux, difficulté à se situer au regard de l'exercice du pouvoir, rapport critique aux socialistes en général et au socialisme municipal en particulier : pour toutes ces raisons, on comprend la méfiance initiale des élites municipales socialistes, leur réticence à accorder une quelconque confiance à un partenaire aussi incontrôlable.

Le scénario rennais

On l'a vérifié à Rennes. Dès le début des années 1980 naît la tension entre Edmond Hervé et Yves Cochet, à l'occasion d'un vif échange entre le maire, alors ministre délégué à l'Industrie, en charge des questions énergétiques, et Yves Cochet, intervenant, lui, en tant que responsable d'un mouvement anti-nucléaire. Ce dernier ne se lassera plus dès lors de critiquer un responsable déraisonnablement acquis, de son point de vue, à l'idée du progrès scientifique, mais aussi coupable à ses yeux de cumuler responsabilités ministérielles et municipales. Signe toutefois d'un paradoxe qu'explique l'autonomie du local chez les écologistes, et au risque d'une forme

Quels que soient les militantismes communs entre socialistes et écologistes, ces derniers reprochent aux premiers d'être victimes de l'illusion du progrès économique et de la croissance infinie.

1. Il existe toutefois une différence essentielle entre ces deux dossiers : dans celui du VAL, les écologistes se retrouvent objectivement alliés d'une droite municipale, qui fait de la lutte contre le VAL l'instrument d'une éventuelle reconquête municipale. Dans le cas de l'aéroport, l'implication du gouvernement de François Fillon dans les décisions récentes les plus importantes neutralise l'instrumentalisation de ce dossier par la droite municipale nantaise, mais aussi régionale. Alors même que la position des écologistes rennais sur le VAL venait alimenter les crispations déjà très fortes entre Edmond Hervé et Yves Cochet, on note dès lors une plus grande facilité à gérer entre écologistes et socialistes nantais le conflit autour du projet aéroportuaire. Cette situation pourrait ne pas durer, même si c'est, plutôt que de la droite, d'une forme de radicalisation locale des oppositions, que vient désormais le piège pour les écologistes, à qui ces militants radicaux reprochent de jouer le jeu d'un conflit négocié.

de schizophrénie, Yves Cochet, qui est à Rennes durant le mandat 1989-1995, l'un des principaux opposants d'Edmond Hervé, est aussi au plan national l'un des écologistes les plus rapidement convaincus de la nécessité d'une alliance avec les socialistes.

D'ailleurs, après des élections municipales décevantes en 1995, où les Verts recueillent à Rennes moins de 10 % des voix, Yves Cochet abandonne le terrain rennais pour briguer, avec succès, une circonscription, avec le soutien du Parti socialiste, dans le Val d'Oise, avant d'être réélu, mais à Paris cette fois, toujours dans le cadre d'un accord avec le Parti socialiste. Ce départ ne suffit toutefois pas à normaliser les relations difficiles des Verts avec le Parti socialiste. Tout au long des années 1990, les socialistes rennais tentent de faire émerger un partenaire écologiste « socialo-compatible », en jouant sur la diversité des organisations se revendiquant de l'écologie politique. Quelques personnalités, proches de la mouvance qui s'est constituée en 1988 autour de Pierre Juquin, sur les décombres du PSU et des rénovateurs communistes (comme Jacques Rolland), ou encore proches, comme Pascale Loget ou Dominique Boullier, de l'organisation de Brice Lalonde, Génération écologie, un temps concurrente des Verts, incarnent cette stratégie, et revendiquent d'être porte-parole de l'écologie dans la municipalité d'Edmond Hervé.

À l'heure gouvernementale de la « gauche plurielle », la relation semble toutefois s'apaiser lors des élections municipales de 2001. Un accord est pour la première fois noué, qui débouche sur l'association des écologistes, toutes provenances confondues, au gouvernement municipal. Nicole Kiil-Nielsen, qui prend la succession d'Yves Cochet, devient ainsi adjointe d'Edmond Hervé. Mais cette situation n'est que provisoire : les élections municipales de 2008 ont l'occasion d'une nouvelle crispation, liée aux divisions internes des Verts. Nicole Kiil-Nielsen prend la tête d'une liste autonome, alors que d'autres écologistes, désormais regroupés, avec Pascale Loget, sous l'étiquette Rennes Métropole Écologie rejoignent la liste de Daniel Delaveau, puis intègrent son équipe municipale². Le pari de l'autonomie a échoué : passés sous le seuil qui leur aurait permis de nouer une alliance de second tour, les Verts ne sont plus représentés au conseil municipal. Signe de l'intensité de la tension, ils ne donnent pas non plus de consignes de vote pour le second tour. L'impact de cette stratégie locale risquée est durable. Le succès des Verts aux élections eu-

ropéennes de 2009, où ils supplantent les socialistes, les conforte, malgré l'échec de 2008, dans la tentation de l'autonomie. Prisonniers volontaires de la stratégie qui oblige à se compter épisodiquement pour mieux peser face au Parti socialiste, ils reconduisent le choix d'une liste propre au premier tour des élections régionales de 2010. Considérés comme trop gourmands par Jean-Yves Le Drian, qui revendique par ailleurs d'avoir déjà des écologistes sur sa propre liste, les Verts, menés par l'ancien secrétaire d'État de Lionel Jospin, Guy Hascoët, s'exposent au refus du président de Région sortant de négocier entre les deux tours. Mais, à la différence des municipales, ils franchissent le seuil qui leur permet de se maintenir et obtiennent même de siéger au Conseil régional de Bretagne³.

En revanche, à Brest et Quimper, par exemple, malgré des tensions épisodiques, des accords sont plus souvent noués dès le premier tour et débouchent sur la désignation d'adjoints écologistes, dans un cadre nettement plus apaisé.

Un modèle nantais ?

À côté du « modèle » rennais, peut-on parler de modèle nantais ? Il ne s'agit pas d'opposer artificiellement les deux métropoles régionales en suggérant la supériorité d'un scénario sur un autre. Il ne faut surtout pas oublier un point absolument décisif : les thèmes traditionnellement portés par les écologistes occupent une place de plus en plus importante tant dans les politiques publiques que dans les rhétoriques municipales. Et cela que les Verts soient, comme à Nantes, Brest ou Quimper, durablement associés au gouvernement municipal, dans le cadre d'alliances nouées dès le premier tour, ou qu'ils soient, comme à Rennes, minoritaires ou absents du conseil municipal. Récupération des thèmes chers aux écologistes par des élites socialistes soucieuses de retarder ou de contrecarrer la progression de l'intrus ? Ou bien partage des rôles, sur un modèle proche de celui de Lionel Jospin dans le cadre de la gauche plurielle ? Force est de constater que le vo-

À Rennes, les écologistes qui ont tenté le pari de l'autonomie ont échoué : ils ne figurent pas dans la municipalité.

Mais que les écologistes soient ou non associés au pouvoir local, leurs thèmes de prédilection jouent un rôle de plus en plus important dans les politiques publiques.

2. Confirmation de la complexité : Rennes Métropole Écologie affiche son affiliation à Europe écologie, formation issue de la mutation des Verts en 2009-2010.

3. Cette décision de Jean-Yves Le Drian suggère toutefois une évolution du côté du Parti socialiste, dans la mesure où Jean-Yves Le Drian s'est délibérément affranchi des accords nationaux, s'exposant ainsi en définitive, à un reproche similaire à celui autrefois adressé par les socialistes aux écologistes : celui de ne pas respecter les consignes nationales. D'aucuns y verront également le résultat de la montée en puissance de « barons locaux », susceptibles d'écarter à leur convenance les consignes de leur propre formation.





À Nantes, les socialistes n'ont pas été avares de « preuves d'amour » envers les écologistes, aussi bien aux sénatoriales qu'aux législatives.

cabulaire de l'écologie est devenu un lieu commun de l'action municipale. De la question de l'habitat durable, à la question du traitement des déchets, de l'idéal d'une démocratie locale enrichie par la participation des habitants, à la question des transports en commun, du thème des éco-quartiers au sort des populations étrangères: il n'est plus guère de secteurs de l'action municipale qui échappent à un air du temps dont les Verts sont les acteurs en même temps que les révélateurs.

La différence entre la situation rennaise et la situation nantaise réside peut-être dans cette originalité qu'à Nantes, les conflits ont été externalisés dans d'autres campagnes locales que les campagnes municipales. Et puis chacun des partenaires du gouvernement municipal semble avoir intériorisé les limites à ne pas franchir. Ou, pour dire la même chose, à la fois plus poétiquement et plus prosaïquement: l'accord électoral qui a permis à François de Ruyg, ancien adjoint de Jean-Marc Ayrault, d'accéder à la députation, comme celui qui vient de conduire Ronan Dantec, lui aussi présent au conseil municipal nantais depuis 2001, à siéger au Sénat, confirment qu'en politique aussi, les preuves d'amour sont importantes. De tels accords contribuent à lier durablement ceux qui les nouent, et à reléguer les moments inévitables de tension au rang d'épiphénomènes.

Cela dit, quelle que soit l'option retenue, les élites municipales socialistes s'exposent à un risque, lié à l'obligation et à l'envie qu'ont les Verts de trouver régulièrement un moyen d'estimer leur poids électoral, afin éventuellement de renforcer le niveau de leurs exigences. Faut-il se présenter séparément au premier tour, quitte à afficher la perspective d'un accord d'entre-deux-tours qui peut s'avérer risqué? Faut-il aller concurremment à toutes les élections ou bien choisir un moment électoral bien identifié? Et si oui lequel? Ou bien faut-il continuer à combiner pour toutes les élections une géométrie variable, mêlant alliance, concurrence ou circonscriptions réservées? À Rennes, les municipales ont pu être utilisées de la sorte, au risque pour les Verts de sortir du jeu, alors qu'à Nantes et en Loire-Atlantique, ce sont plutôt les autres élections locales (notamment les élections régionales, mais surtout les dernières élections cantonales, où aucun accord n'était affiché, ni pour le premier ni pour le second tour), qui jouent ce rôle, sans trop affecter, pour le moment, les situations municipales.

Le destin d'une relation

Et demain? Il existe un risque pour les socialistes: reprises à leur compte ou sous-traitées, les thématiques écologistes se trouvent, par là même, crédibilisées. Or, et toutes les enquêtes l'attestent, les Verts, sous la nouvelle appellation d'Europe-Ecologie, bénéficient d'une très forte identification à ces thématiques. La remarque vaut d'ailleurs aussi bien pour la droite, qui, en l'espace d'un mandat présidentiel, est passée de la tentation de la séduction par récupération à la re-désignation des écologistes comme adversaires. L'impression de travailler en définitive pour les Verts qui, quelle que soit la stratégie choisie, apparaissent comme les bénéficiaires de la relation, pèse évidemment sur l'avenir de l'union.

Ce sentiment est à l'origine de crispations récentes comme celles ressenties au moment des cantonales, où des candidats verts ont refusé de s'effacer au profit du candidat socialiste arrivé en tête. Il risque de constituer un obstacle sérieux lorsqu'il s'agira de négocier un accord pour les législatives. Ce test constituera une épreuve de vérité pour le « modèle » nantais. Pour le moment, la concurrence partiellement réglée n'a pas découragé ni détourné les électeurs, mais peut-être les règles du jeu doivent-elles faire l'objet d'une définition plus précise. À défaut d'un rapprochement partisan sous la forme d'une fédération de partis dotée d'une charte commune, la question pourrait donner lieu à l'apparition d'un tiers, sous la forme d'un « comité des sages » chargé de pacifier et de faciliter la conclusion d'une éventuelle négociation. La création, dans le cadre des primaires citoyennes, d'une Haute autorité pourrait en fournir un modèle.

Enfin, on ne saurait oublier que de nouveaux points de conflit peuvent apparaître dans les gestions municipales. La question de la gestion de l'eau, épineuse à Quimper ou à Rennes, où les délégations à des opérateurs privés ont été, ces derniers mois, vigoureusement remises en cause par les écologistes, partisans d'une re-municipalisation sous la forme de la régie, constituera l'un des dossiers dont les Verts useront pour continuer à asseoir leur originalité. Autant que la question triviale de la répartition des mandats, cette question éminemment politique sera l'un des tests et l'un des étalons de la qualité future de la relation entre ces associés rivaux que sont voués à être, pour quelque temps encore, les Verts et les socialistes.

Verts et socialistes sont voués pour longtemps à être des associés rivaux.